

Peut-on contrecarrer le FMI en Afrique grâce aux accords bilatéraux de swaps de devises Chinois ?

Part 2 : Quels enseignements pour la souveraineté économique de l'Afrique et de la Tunisie ?

Inès Day est une jeune chercheuse et étudiante à Sciences Po dont les travaux portent sur les reconfigurations politiques et économiques de la Tunisie et de l'Afrique du Nord. Ses recherches critiques analysent les modèles de développement à travers les inégalités structurelles, la justice climatique et les dynamiques de coopération internationale qui transforment la région.

Maha Ben Gadha est une chercheuse, activiste et défenseuse de la justice sociale et économique, en particulier dans le contexte de l'Afrique du Nord et plus largement du Sud Global. Elle est responsable principale de programme économique à la Fondation Rosa-Luxemburg. Ses travaux portent sur les questions de développement, de décolonisation et de modèles économique alternatifs.

Traduction, Design et Graphique : Roots Prod



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

BUREAU AFRIQUE DU NORD

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de la Rosa Luxemburg Stiftung, bureau d'Afrique du Nord.

Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement la position de la Rosa Luxemburg Stiftung

Résumé:

Dans la première partie de cet article nous avons procédé par analyser l'outil monétaire des accords les swaps de devise BCS, et nous avons essayé d'évaluer de manière critique leurs potentiels de diversification financière pour les pays africains. Nous avons d'abord expliqué le fonctionnement des BCS, leurs avantages et leurs limites, ainsi que les conditions de leur succès. L'étude a été menée sur les BCS chinois afin d'en tirer des enseignements et de formuler des recommandations stratégiques destinées aux décideurs africains, dans l'objectif de renforcer la résilience économique du continent et de réduire sa dépendance vis-à-vis du FMI.

Cette deuxième partie se consacrera à une analyse plus approfondie des BCS conclus entre la Chine et certains pays africains, le Nigeria, l'Égypte le Maroc, et l'Afrique du Sud. À travers l'étude de ces exemples concrets de swaps de devises, nous chercherons à dégager des perspectives stratégiques pour un déploiement efficace de ces mécanismes pour les pays africains, avec une attention particulière portée au cas de la Tunisie. Une analyse de l'historique des relations commerciales et diplomatiques de la Tunisie avec la chine, et de ses points forts et de ses faiblesses structurelles nous permet enfin de proposer une panoplie de réformes économiques qui peuvent, à la fois, rendre la Tunisie attractive pour un tel partenariat et garantir qu'un futur BCS renforce sa souveraineté au lieu de créer une nouvelle dépendance.

Peut-on contrecarrer le FMI en Afrique grâce aux accords de swaps de devise chinois :

Part 2 : Quels enseignements pour la souveraineté économique de l'Afrique et de la Tunisie ?

Alors que de nombreuses nations africaines, à l'instar de la Tunisie, se débattent dans des crises économiques multiformes, les négociations avec le Fonds Monétaire International (FMI) cristallisent les débats sur la souveraineté économique. Face à une dépendance jugée insoutenable envers les institutions financières internationales, une question centrale émerge : comment construire des alternatives viables pour pallier les vulnérabilités financières et réduire l'exposition à l'hégémonie perçue du FMI ?

Dans ce contexte de multipolarité, marqué par la compétition sino-américaine, les Bilateral Currency Swaps (BCS) se profilent comme une option stratégique prometteuse. Ces accords, qui permettent à deux banques centrales d'échanger des devises, offrent un mécanisme de diversification de l'accès aux liquidités en devises étrangères et de stabilisation des taux de change. De plus, ils peuvent servir d'outil de dé-dollarisation, réduisant la dépendance aux réserves en dollars et offrant une alternative crédible aux financements traditionnels. Ces outils contribuent ainsi à mettre en concurrence les bailleurs de fonds internationaux, renforçant la position de négociation des pays africains.

Cependant, le déploiement de ces swaps en Afrique, et notamment l'intégration des accords chinois, se heurte à des enjeux complexes, allant des contraintes imposées par les unions monétaires régionales aux défis structurels inhérents à la dynamique économique du continent. Bien que les swaps puissent soulager temporairement la pression sur les réserves de devises, ils ne peuvent à eux seuls résoudre les causes structurelles de cette dépendance. De plus, leur évaluation est rendue difficile par l'opacité des termes négociés et l'interférence avec d'autres interventions financières, comme celles du FMI ou les investissements directs chinois.

Cet article se propose d'analyser en profondeur le potentiel des BCS pour les économies afrocaïnes. Il évaluera leur efficacité et identifiera les freins à leur développement. En outre, nous examinerons comment et dans quelles conditions ces accords pourraient donner à la Tunisie un levier stratégique, renforçant sa résilience économique et affirmant sa souveraineté financière face aux pressions extérieures.

■ Le cas nigérian, entre réduction de la dépendance au dollar et dévaluation du naira

Premier producteur de pétrole¹ et pays moteur du continent africain, le Nigeria n'échappe pas aux manques récurrents de devises pour financer les importations et soutenir son économie, notamment depuis les années 2010. L'année 2016 représente une année noire pour le Nigeria qui traverse sa première récession complète en 25 ans. Cette crise économique profonde, dont le pays peine encore à se remettre, ne cesse de s'aggraver : en 2023, le PIB nigérian conserve un niveau inférieur de 16 % par rapport à celui de 2015, exprimé en dollars courants. L'effondrement des prix du pétrole entre 2014 et 2016, en raison d'une offre excédentaire, a été concomitante avec une recrudescence des opérations de sabotages militantes du groupe "Niger Delta Avengers" (NDA) dans la région du delta du Niger, la principale source de pétrole du pays. Les NDA ciblent principalement les entreprises occidentales telles que Chevron et Shell, dénonçant l'exploitation des ressources pétrolières par des compagnies étrangères et la marginalisation des communautés locales. Cette contraction du PIB pétrolier, pourtant ne représentant que 8,4% du PIB total en 2016, a engendré une chute des recettes en devises qui a affecté durement les secteurs non-pétroliers. Les secteurs secondaire et tertiaire, dépendant des importations d'intrants et de matières premières, ainsi touché ont entraîné une contraction du PIB réel de 1,5%². Une dynamique amplifiée par le besoin fondamental du pays pour l'importation de produits finis, maintenant ainsi sa balance commerciale excédentaire.

Néanmoins, la production pétrolière nigérienne, stabilisée à près de deux millions de barils par jour³, attire l'attention des investisseurs chinois qui n'hésitent pas à investir 80 milliards de dollars cumulés de plusieurs entreprises chinoises d'après le Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) en mai 2016. Ces accords, visant à renforcer la coopération dans le secteur énergétique, témoignent de l'importance stratégique du Nigeria pour la Chine. Après deux ans de négociation⁴, les 2,4 milliards de dollars mis sur la table dans l'accord de swap de devises entre la Banque centrale du Nigéria (CBN) et la Banque populaire de Chine (PBoC) en 2018 pour apaiser les réserves de devises étrangères du Nigéria, sévèrement touchées par l'effondrement des prix du pétrole en 2014. Un choix déjà justifié en 2014 par Kingsley Moghalu, alors gouverneur adjoint de la CBN, qui avait affirmé que la banque centrale cherchait à accroître le montant de yuan dans ses réserves de change, notamment du fait de la reconnaissance du RMB par le marché mondial comme une monnaie de réserve. L'accord de BCS a été renouvelé en 2021, puis en 2023.

1 Le Monde, "Des investissements chinois de 80 milliards de dollars pour le pétrole nigérian", https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/01/des-investissements-chinois-de-80-milliards-de-dollars-pour-le-petrole-nigerian_4962178_3212.html. Consulté le 24 octobre 2024.

2 World Bank, « Nigeria Faces Prospects of Fragile Economic Recovery in 2017 », <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/05/19/nigeria-faces-prospects-of-fragile-economic-recovery-in-2017>. Consulté le 18 octobre 2024.

3 Le Monde, op. cité

4 Agency Report. « China, Nigeria Seal Currency Swap Deal ». Punch Newspapers, 3 mai 2018, <https://punchng.com/china-nigeria-seal-currency-swap-deal/>.

L'accord incite les entreprises chinoises à implanter des usines au Nigeria. Une telle initiative favorise l'industrialisation et la création d'emplois dans le pays ce qui réduirait les coûts liés au transport et à l'expédition pour les investisseurs chinois. Néanmoins, depuis la signature de l'accord monétaire bilatéral, le marché des changes subit une pression constante. Le taux de change entre le naira nigérian et le RMB chinois s'est déprécié de manière significative, passant de 48 nairas en 2018 à 66,70 pour un yuan en avril 2023⁵. Cette dévaluation reflète les difficultés liées à la mise en œuvre de l'accord, principalement dues au déséquilibre commercial entre le Nigeria et la Chine. Le Nigeria importe massivement des produits finis chinois, tandis que ses exportations vers la Chine restent faibles et en déclin⁶, ce qui accentue l'instabilité de la valeur du naira. S'ajoute à cela le fait que le volume de l'accord demeure trop modeste pour avoir un impact significatif sur les échanges commerciaux. Alors que le commerce sino-nigérien implique environ 20 milliards de dollars par an, l'accord de swap s'établit à un montant équivalent à 2,4 milliards de dollars sur trois ans⁷. S'appuyant sur ces observations et d'une analyse qualitative, Obiah E. et Chima C⁸ concluent que la swapisation ne parvient pas à garantir des effets positifs durables ni à empêcher la chute libre du naira. En effet, la prédominance du dollar dans le commerce international et la faible intensité des échanges commerciaux entre le Nigeria et la Chine limitent l'impact de cet accord. Ainsi, la solution la plus viable pour stabiliser la monnaie nigériane réside dans une diversification accrue de l'économie, en favorisant l'industrialisation et la stimulation des exportations, plutôt que de dépendre des importations et de s'appuyer majoritairement sur des accords de swap. Enfin, la préférence des acteurs du commerce international pour les monnaies convertibles à l'échelle mondiale, notamment les multinationales et PME, entretient le privilège du dollar dans ces transactions. Comme le soulignent Obalum Amaka Ijeoma et B. Chima Onuoha⁹, de profondes réformes structurelles s'avèrent indispensables pour permettre aux petites et moyennes entreprises (PME) nigérianes de bénéficier pleinement de ces mécanismes, notamment en facilitant leur accès aux devises étrangères et en réduisant les coûts de transaction.

L'accord bilatéral d'échange de devises entre la Chine et le Nigeria marque une avancée importante dans la diversification économique et la réduction de la dépendance au dollar. Cependant, il reste limité par des facteurs tels que le déséquilibre commercial entre les deux pays, la dévaluation persistante du naira et le manque d'accès des PME aux devises. Pour maximiser ses avantages, des réformes structurelles et un renforcement des capacités locales sont indispensables, en priorisant une diversification des modes de financement.

5 Moses-Ashike, Hope. « Nigeria-China currency swap fails to stabilise naira 5 years after ». Businessday NG, 12 avril 2023, <https://businessday.ng/business-economy/article/nigeria-china-currency-swap-fails-to-stabilise-naira-5-years-after/>.

6 Dont des matières premières telles que le manioc ou le cuir en plus du pétrole.

7 Moses-Ashike, Hope. Op. cité. s

8 Emmanuel, Obiah Mmadubuike. "Nigeria-China Swapization and the Sinking Nigerian Currency". 2021. African Scholar Journal of Humanities and Social Sciences

9 Ph.D. Alex Ekwueme Federal University, Ndufu Alike Ikwo, Ebonyi State, Nigeria. et al. « Nigeria and China Bilateral Currency Swap: Perceived Economic Implications and Prospects »: International Journal of Recent Technology and Engineering (IJRTE), vol. 8, n°6, mars 2020, p. 1880-91. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.35940/ijrte.F7603.038620>.

■ Le cas de l'Égypte, un sauvetage géostratégique

Acteur clé de l'Initiative des Nouvelles routes de la Soie (BRI), l'Égypte a bénéficié d'un accord de swap de devises avec la Chine entre 2016 et 2021. L'assistance d'urgence chinoise intervient au pic de la crise économique égyptienne en décembre 2016, un mois après la signature d'un accord avec le FMI¹⁰. Depuis la révolution de 2011 qui a conduit à la chute de Hosni Moubarak, l'économie égyptienne a été marquée par une instabilité politique, une perte de confiance des investisseurs étrangers et une flambée du déficit de la balance commerciale. La crise provoque une diminution des réserves de change, qui passent de 36 milliards de dollars en 2011 à 16,5 milliards en 2016¹¹. L'année 2015 marque la détérioration critique de la situation du fait d'une pénurie de dollars, causée par la baisse drastique des revenus du tourisme, autrefois une source vitale de devises étrangères, et par la diminution des recettes du canal de Suez. Son inflation galopante, atteignant un taux alarmant de 28,1 % en 2016, a mis en lumière la vulnérabilité structurelle de l'économie égyptienne par rapport à d'autres économies émergentes¹². L'enveloppe de 12 milliards de dollars octroyée par le FMI en novembre 2016 en contrepartie de mesures drastiques, telles que la dévaluation de la livre égyptienne (EGP) de 48%¹³, la réduction des subventions sur le carburant et l'électricité, et l'introduction de la TVA, a fait porter au consommateur égyptien le fardeau de cet effondrement monétaire. À titre indicatif, l'indice du coût de la vie a grimpé à près de 30% fin 2016¹⁴, touchant particulièrement les prix des biens de premières nécessités et des ressources énergétiques désormais sortis de la protection des subventions.

L'aide financière de la Chine, via le mécanisme de swaps¹⁵, emboîte le pas à quelques semaines d'intervalle avec celle du FMI. Cet accord semble refléter le soutien de la Chine au programme de réforme économique de l'Égypte, initié par le FMI. Effectivement, il complète même cette libéralisation par une série de mesures supplémentaires d'un commun accord entre la Banque centrale d'Égypte (CBE) et la Chine, selon le site officiel du Conseil d'État de la République populaire de Chine¹⁶.

Pour autant, la temporalité du BCS de 2016 survient à un moment décisif pour la pérennité de l'économie égyptienne, tout en s'inscrivant dans la continuité planifiée du partenariat financier et commercial sino-égyptien. Cet accord de sauvetage de l'économie égyptienne intervient quelques mois après un investissement public chinois de 15 milliards de dollars¹⁷ pour la construction de la nouvelle capitale pharao-

10 International Monetary Fund, "IMF Executive Board Approves US\$12 Billion Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility for Egypt", 11 Novembre 2016.

11 Sallon, Hélène. « L'économie, talon d'Achille du président Sissi ». Le Monde, janvier 2018, p.2

12 Hussein et al., « Egypt's Successive Economic Crises: The IMF's Impact and Pathways to Just Monetary, Food, and Social Policies ». Arab Reform Initiative, avril 2024. [www.arab-reform.net](https://www.arab-reform.net/publication/egypts-successive-economic-crises-the-imfs-impact-and-pathways-to-just-monetary-food-and-social-policies/), <https://www.arab-reform.net/publication/egypts-successive-economic-crises-the-imfs-impact-and-pathways-to-just-monetary-food-and-social-policies/>.

13 Press Associated. « Egypt Devalues Currency by 48% to Meet IMF Demands for \$12bn Loan ». The Guardian, 3 novembre 2016. The Guardian, <https://www.theguardian.com/world/2016/nov/03/egypt-devalues-currency-meet-imf-demands-loan>.

14 Sereni, Jean-Pierre. « Le saut dans le vide de l'économie égyptienne ». Orient XXI, 2 février 2017, <https://orientxxi.info/magazine/le-saut-dans-le-vide-de-l-economie-egyptienne,1692>.

15 The Reuters, « China signs 3-yr 18 bln yuan bilateral currency swap with Egypt », 6 décembre 2016. www.reuters.com, <https://www.reuters.com/article/business/finance/china-signs-3-yr-18-bln-yuan-bilateral-currency-swap-with-egypt-idUSKBN13V0ZC/>

16 The State Council of the people's republic of China, "Egypt, China sign currency swap deal worth 2.62 bln USD" https://english.www.gov.cn/news/inter-national_exchanges/2016/12/07/content_281475510022956.htm. Consulté le 17 octobre 2024.

17 Jeune Afrique, "En Égypte, le président chinois Xi Jinping signe pour 15 milliards de dollars de contrats", 21 Janvier 2016. <https://www.jeuneafrique.com/295826/economie-entreprises/egypte-president-chinois-xi-jinping-signe-15-milliards-de-dollars-de-contrats/>

nique souhaitée par Al-Sissi, un projet toujours en cours, et la promotion des nombreuses entreprises chinoises dans ce secteur. Ces investissements coïncident également avec la signature d'un plan quinquennal visant renforcer le partenariat stratégique global entre les deux pays, ainsi que l'adhésion de l'Égypte au BRI chinois en janvier 2016, un projet dont le pays du Canal de Suez ne pouvait stratégiquement être exclu. Il intervient aussi un an après la découverte du gisement Zohr en 2015, qui de par ses 850 milliards de m³ est considéré comme le « plus grand gisement offshore de gaz naturel en Méditerranée » d'après son découvreur, le major de l'énergie italien Eni¹⁸.

En effet, ces accords de swaps chinois (en 2016, 2020, 2023) s'inscrivent dans le cadre des relations diplomatiques et commerciales de longue date entre la Chine et l'Égypte. Premier pays arabe et africain à établir des relations diplomatiques avec la Chine en 1956¹⁹, l'Égypte a su tirer profit de sa position stratégique à la croisée de l'Afrique, de l'Europe et de l'Asie. Entre 2018 et 2019, les 28,5 milliards de dollars injectés par la Chine ont élevé ce pays au rang de premier partenaire commercial de l'Égypte, faisant de cette dernière le principal bénéficiaire des investissements chinois dans le monde arabe²⁰. D'un point de vue politique, le “don du Nil” joue un rôle central au sein d'organisations régionales telles que l'Union africaine, la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique - un facteur non négligeable pour la Chine.

Concrètement, les BCS ont joué un rôle clé dans la stabilisation de la livre égyptienne (EGP) lors des périodes de forte dépréciation. Par exemple, après la signature du premier accord en 2016, la livre a bénéficié d'une relative stabilité, avec une dépréciation limitée à 10 % en 2017, contre 48 % en 2016. Cette stabilisation a contribué à restaurer la confiance des investisseurs étrangers et à réduire l'inflation, qui est passée de 28,1 % en 2016 à 13 % en 2019. Les BCS ont également facilité les échanges commerciaux entre l'Égypte et la Chine. L'augmentation significative des transactions en yuan a permis de réduire les coûts de conversion et de renforcer les relations bilatérales. En 2020, la Chine est ainsi devenue le principal partenaire commercial de l'Égypte, avec des échanges dépassant 14 milliards de dollars.

Néanmoins, la faible utilisation du yuan dans le commerce international limite l'utilité des BCS. Bien que les transactions bilatérales aient augmenté, le yuan reste une monnaie marginale dans le commerce global de l'Égypte, réduisant ainsi les avantages à long terme des accords de swap.

18 Middle East Eye, « L'Égypte peut-elle jouer un rôle dans l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne ? », janvier 2022. <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/egypte-appvisionnement-energetique-union-europeenne-gaz>. Consulté le 17 octobre 2024.

19 Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China “Egypt”. https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/gjhdq_665435/2913_665441/2813_663616/. Consulté le 17 octobre 2024.

20 Maher Mohamed et Farid Mohamed, “La croissance de l'influence chinoise en Égypte” La croissance de l'influence chinoise en Égypte : signes et conséquences | The Washington Institute. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/growth-chinese-influence-egypt-signs-and-consequences>. Consulté le 17 octobre 2024.

■ L'expérience du Maroc, savoir tirer profit de son rôle de portail vers l'Occident

La signature en mai 2016 d'un accord de swap de devises d'une valeur de 1,54 milliard de dollars entre le Maroc et la Chine intervient à un moment critique pour l'économie marocaine²¹. Le pays, affaibli par une mauvaise récolte l'année précédente et une sécheresse sévère, fait face à un ralentissement économique majeur. Cette crise a exacerbé les tensions politiques, notamment en raison des difficultés rencontrées par le Premier ministre Abdelilah Benkirane pour former un gouvernement après les élections législatives d'octobre 2016, où son parti, le Parti de la justice et du développement (PJD), a remporté la majorité des sièges. C'est dans ce contexte politique instable et face au risque de perte de liquidités important, que le roi Mohammed VI se rend à Pékin. Cette visite entraîne la signature de plus de trente accords, renforçant ainsi les relations bilatérales en un « partenariat stratégique »²². Cette série de mesures, incluant le BCS, marque la continuité du développement des relations sino-marocaines et montre les grandes difficultés économiques du pays. Cet accord de liquidité, que le Maroc cherche à conclure avec la Chine depuis plusieurs années, survient quelques mois avant le troisième renouvellement consécutif d'une ligne de précaution et de liquidité (LPL) d'un montant de 2,504 milliards de DTS en juillet 2016 par le FMI.²³ Une conjoncture du recours au BCS qui reflète la volonté du Maroc de diversifier ses sources de financement et de réduire la dépendance aux financements traditionnels occidentaux.

En outre, pour le Maroc, cet accord avec Pékin offre de nombreux avantages. Ce partenariat permet non seulement de diversifier les sources de financement et de renforcer les liens économiques avec une puissance mondiale, mais aussi d'attirer des investissements chinois dans des secteurs clefs tels que les infrastructures et les transports. Grâce aux relations commerciales et diplomatiques existantes avec l'Union européenne et les États-Unis, le Maroc profite également d'une ouverture économique double. Parmi les projets emblématiques figurent la construction de la plus haute tour d'Afrique à Tanger, réalisée par l'entreprise chinoise CRCCI, en collaboration avec le constructeur belge Besix et la société marocaine TGCC²⁴. Le groupe China Railway Engineering Group œuvre également entre Rabat et Salé. Ces partenariats apportent des projets d'infrastructure immobilière et de transport essentiels pour le pays, qui souhaite attirer davantage de sociétés chinoises.

Pour la Chine, le Maroc offre plusieurs atouts stratégiques indéniables. Bien que le sous-sol du Maghreb ne rivalise pas en richesse minérale avec celui de l'Afrique australe, le Maroc dispose de ressources naturelles essentielles, telles que le cuivre brut, les phosphates de calcium et le minerai de zinc, vitales pour le développement des batteries²⁵. Sans oublier son emplacement stratégique avec le détroit de Gibraltar, qui

21 Ecofin Agency, « Morocco and China Sign \$1.54bn Currency Swap Agreement ».

<https://www.ecofinagency.com/finance/1305-34377-morocco-and-china-sign-1-54bn-currency-swap-agreement>. Consulté le 17 octobre 2024.

22 Horesh, Niv. « China and Morocco : Improbable Partners? » Janus.Net, 2023, p. 289 94. [researchdirect.westernsydney.edu.au, https://doi.org/10.26619/1647-7251.14.1.02](https://doi.org/10.26619/1647-7251.14.1.02).

23 FMI, « Les services du FMI concluent les discussions relatives aux consultations de 2016 au titre de l'article IV et à la première revue de l'accord au titre de la ligne de précaution et de liquidité avec le Maroc », <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2016/12/01/PR16533-Morocco-IMF-Staff-Completes-2016-Article-IV-Consultation-First-Review-of-PLL>. Consulté le 24 octobre 2024.

24 Africanews, « La construction de la « plus haute tour d'Afrique » lancée au Maroc », <https://fr.africanews.com/2018/11/02/la-construction-de-la-plus-haute-tour-d-afrique-lancee-au-maroc/>. Consulté le 24 octobre 2024.

25 Horesh, Niv, ibid.

en fait un point crucial pour les chaînes d'approvisionnement chinoises reliant l'Europe et l'Afrique. Cela positionne le Maroc comme un hub idéal pour la production et l'exportation de véhicules électriques destinés à l'Europe²⁶. C'est notamment ce que démontre la forte présence chinoise en la matière avec l'investissement croissant de ses entreprises de pièces automobiles, à l'instar des groupes Nanjing Xiezhong, BYD et CITIC Dicastal. Par ailleurs, des avantages politiques et diplomatiques renforcent cette position stratégique. Le Maroc dispose d'accords de libre-échange avec l'Union européenne et les États-Unis, faisant de lui un point d'ancrage idéal pour les joint-ventures entre entreprises chinoises et partenaires occidentaux/états-uniens.

Conséquence logique de ces atouts mutuels, le Maroc a rejoint le projet BRI en 2022²⁷, consolidant son partenariat stratégique avec la Chine et devenant le premier pays d'Afrique du Nord à le faire. Ce partenariat permet au Maroc de bénéficier de la mise en œuvre conjointe de l'initiative des Nouvelles routes de la Soie, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités de développement économique et à une plus grande indépendance financière.

Tout comme dans les exemples précédents, on retrouve une stabilisation de la monnaie nationale, le dirham marocain (MAD) et une facilitation des échanges commerciaux. Concrètement, après la signature du premier accord en 2016, le dirham marocain a connu une relative stabilité, avec une dépréciation limitée à 5 % en 2017, contre 10 % en 2016. Cela a contribué à rétablir la confiance des investisseurs étrangers et à réduire l'inflation, qui est passée de 1,6 % en 2016 à 0,8 % en 2019. Côté commerce, la Chine est devenue le troisième partenaire commercial du Maroc en 2020, avec des échanges bilatéraux dépassant 5 milliards de dollars. Enfin, les BCS ont complété les financements du FMI, et ne les ont pas remplacés, permettant au Maroc de diversifier ses sources de financement et de réduire sa dépendance vis-à-vis des institutions financières occidentales.

Le BSC entre BRICS, cas de l'Afrique du Sud

Le cas de l'Afrique du Sud est particulièrement intéressant puisque le pays a cherché à réduire au maximum ses opérations avec le FMI. L'opposition historique de l'Afrique du Sud contre le FMI et la Banque mondiale a longtemps conduit l'Afrique du Sud à chercher à contourner ces assistances, malgré des périodes de crises récurrentes. Cette résistance est en partie due à la complicité perçue de ces institutions internationales avec le régime ségrégationniste de l'apartheid²⁸. Malgré la récurrence des crises monétaires depuis 1996, l'Afrique du Sud n'a pas sollicité l'aide du FMI, même lors des crises économiques majeures, comme celle de 2008 ou la récession de 2019, envisageant les assistances d'urgence du FMI et de la Banque mondiale uniquement en tout dernier recours. Au lieu de cela, le pays a cherché à diversifier ses sources de financement, notamment en se tournant vers des partenaires comme la Chine et en renforçant sa participation aux mécanismes financiers des BRICS, notamment le Contingent Reserve Arrangement (CRA)²⁹.

²⁶The Diplomat, "Morocco: China's Gateway to Africa?" <https://thediplomat.com/2017/03/morocco-chinas-gateway-to-africa/>. Consulté le 17 octobre 2024.

²⁷Ministry of Foreign Affairs, African Cooperation and Moroccan Expatriates, "Morocco and China Sign Joint Belt and Road Implementation Plan". <https://diplomatie.ma/en/morocco-and-china-sign-joint-belt-and-road-implementation-plan>. Consulté le 24 octobre 2024.

²⁸Rudin, Jeff. « L'Afrique du Sud ou la dette de l'Apartheid ». CADTM, 30 novembre 2001, <https://www.cadtm.org/L-Afrique-du-Sud-ou-la-dette-de-l>.

²⁹Brics Information Centre, "Treaty for the Establishment of a BRICS Contingent Reserve Arrangement". <http://www.brics.utoronto.ca/docs/140715-treaty.html>. Consulté le 13 mars 2025.

Depuis plusieurs années, l'Afrique du Sud bénéficie des investissements chinois, notamment dans le secteur minier et industriel. Ces investissements sont motivés par l'abondance de ressources naturelles telles que le manganèse, l'or et le titane. De plus, l'Afrique du Sud représente un marché attractif grâce à sa classe moyenne en expansion, qui intéresse particulièrement les fabricants chinois de produits électroménagers comme Hisense. Cependant, les investissements chinois en Afrique du Sud vont au-delà des matières premières. La position géographique stratégique de l'Afrique du Sud en fait un point de passage crucial. Les ports en eaux profondes, tels que ceux de Durban et Saldanha Bay, facilitent les échanges commerciaux, renforçant ainsi l'importance de ce partenariat pour la Chine. De plus, la participation de l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) dans la Standard Bank, la plus grande banque d'Afrique du Sud, illustre l'intérêt de la Chine pour les entreprises locales. Cette participation permet à la Chine d'accéder à de nouveaux marchés au sein de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC), une région regroupant 260 millions d'habitants. Sur le plan diplomatique, l'Afrique du Sud bénéficie du soutien de la Chine pour renforcer sa position sur la scène internationale, notamment en vue d'un élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU. En échange, Pretoria soutient les initiatives chinoises dans les forums internationaux, consolidant ainsi leur partenariat stratégique au sein des BRICS.

C'est avec ces enjeux en tête qu'en 2015, 2018 et 2021, l'Afrique du Sud a signé des accords de swap de devises avec la Chine, renforçant ainsi ses relations économiques avec cette puissance mondiale. Ces accords ont positionné l'Afrique du Sud comme une porte d'entrée stratégique de la Chine vers le continent africain. Ces initiatives visent également à redynamiser l'économie sud-africaine, dont la croissance a eu tendance à stagner depuis 2010, s'établissant en moyenne à seulement 1,7 % entre 2011 et 2018. En 2019, l'Afrique du Sud a plongé dans sa troisième récession depuis 1994, jusqu'à atteindre son taux le plus bas jamais observé en 2020, un taux négatif de 6,2%. Malgré des prix des matières premières plus favorables et une forte production agricole, l'incertitude politique pesait sur la confiance des consommateurs et des investisseurs. Après ces chocs internes brutaux, l'Afrique du Sud a pu stabiliser sa croissance autour des 0,5% ces deux dernières années.

Symbole d'une rupture durable avec le FMI, le Contingent Reserve Arrangement (CRA), créé en 2014 par les pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) dans l'optique de rompre la chaîne de dépendance des pays cités avec l'institution des Brettons Woods. Avec un montant total de 100 milliards de dollars, le CRA vise à offrir une alternative aux institutions financières traditionnelles comme le FMI, en évitant les conditionnalités strictes souvent associées aux prêts de ces dernières³⁰. Également doté de la Nouvelle Banque de Développement (NDB), conçue comme une alternative future à la Banque mondiale, les BRICS cherchent à sortir de l'hégémonie occidentale bien que ces institutions soient encore à un stade embryonnaire de développement pour revendiquer faire concurrence avec l'occident. Future bouée de sauve-

30 Brics Information Centre, "Treaty for the Establishment of a BRICS Contingent Reserve Arrangement" <http://www.brics.utoronto.ca/docs/140715-treaty.html>. Consulté le 13 mars 2025.

tage stratégique et financière, le CRA permet d'accéder à des liquidités sans compromettre la souveraineté économique des pays, en adoptant nul autre que le mécanisme de swap entre les pays BRICS.

Cependant, le CRA n'a été activé qu'une seule fois de manière significative, et son utilisation reste marginale³¹. Plusieurs raisons expliquent cette sous-utilisation. Premièrement, bien que les conditions d'accès au CRA soient moins strictes que celles du FMI, elles restent contraignantes. Par exemple, les pays ne peuvent accéder qu'à 30 % de leur quota sans conditions, tandis que les montants supplémentaires sont soumis à des critères similaires à ceux du FMI. Deuxièmement, les montants disponibles (5 milliards de dollars pour l'Afrique du Sud) sont relativement modestes par rapport aux besoins potentiels des économies des BRICS, ce qui limite son attractivité. Enfin, la dépendance vis-à-vis de la Chine, qui contribue à 41 % du CRA, pourrait dissuader certains pays de l'utiliser, craignant une influence accrue de Pékin sur leurs politiques économiques.

Que nous apprennent les cas du Nigeria, de l'Égypte, du Maroc et de l'Afrique du Sud sur les freins du développement des BCS chinois avec les pays africains ?

L'analyse comparée des expériences nigériane, égyptienne, marocaine et sud-africaine permet de dégager des tendances structurantes et des paradoxes inhérents à l'utilisation des BCS chinois par les économies africaines. Au-delà des spécificités nationales, plusieurs enseignements clés émergent, dessinant les contours des opportunités et des limites de cet instrument financier.

1 Une efficacité conditionnée par la structure des échanges bilatéraux

L'impact d'un BCS est directement lié à la nature et à l'intensité des relations commerciales bilatérales. Un déficit commercial important, où un pays africain importe principalement des produits manufacturés de Chine tout en exportant des matières premières, peut annuler les bénéfices du swap. Cela a été observé, par exemple, avec le naira nigérian, où la pression à la baisse sur la monnaie locale a persisté. À l'inverse, les pays comme l'Afrique du Sud, dont les exportations de minerais stratégiques sont cruciales pour Pékin, se trouvent dans une position de négociation plus favorable.

31 Jr, Paulo Nogueira Batista. BRICS: Transactions in National Currencies, Cross Border Payment Systems and a New Reserve Currency.

2 Un outil de stabilisation à court terme, non de résolution des crises structurelles

Les BCS peuvent servir de bouée de sauvetage en période de crise de liquidité aiguë, comme l'ont démontré les expériences de l'Égypte et du Maroc. Leur rapidité d'exécution et l'absence de conditionnalités politiques strictes les distinguent des aides du FMI. Cependant, ils ne s'attaquent pas aux causes profondes des déséquilibres économiques, telles que la dépendance aux importations et la faible diversification des économies. La coexistence des accords de swap et des financements du FMI dans certains cas illustre bien leur rôle de complémentarité plutôt que de substitution.

3 La persistance du privilège du dollar : l'asymétrie fondamentale

Un enseignement clé est l'incapacité, pour l'instant, de contourner totalement le dollar. La nécessité d'avoir des devises fortes pour le remboursement de la dette internationale, l'importation de biens essentiels comme le pétrole et les médicaments, et pour rassurer les investisseurs, demeure cruciale. Le système financier international reste, en dernier ressort, dollarisé, limitant la portée de la dédollarisation via les swaps.

4 Le potentiel inabouti des mécanismes alternatifs (BRICS)

L'expérience sud-africaine au sein du CRA des BRICS montre la volonté de créer un système financier parallèle. Mais la sous-utilisation de ce mécanisme, due à des montants limités et à des contraintes persistantes, révèle les difficultés pratiques à concurrencer l'architecture de Bretton Woods. L'alternative existe sur le papier, mais son efficacité opérationnelle reste à prouver dans le futur.

5 Les contraintes monétaires et les freins structurels

Au-delà des obstacles spécifiques à chaque nation, les dynamiques des unions monétaires régionales jouent un rôle décisif dans l'adoption des BCS. Le modèle de l'UE-MOA, avec le franc CFA arrimé à l'euro, cette rigidité (malgré l'apparence de stabilité monétaire) fait office de frein majeur aux accords de swaps. La dépendance externe vis-à-vis de l'Europe et la faible flexibilité des politiques de change limitent la capacité des banques centrales à conclure des accords bilatéraux avec des partenaires comme la Chine.

En revanche, la SADC, qui regroupe des pays avec des monnaies différentes, présente un modèle à la fois plus complexe et plus flexible. Bien que la stabilité monétaire y soit plus variable, cette fragmentation offre une plus grande autonomie aux banques centrales nationales pour explorer des partenariats de swaps. Les pays de la SADC peuvent ainsi négocier des accords bilatéraux sans les contraintes d'une monnaie commune, ce qui ouvre la voie à de nouvelles possibilités. Toutefois, le manque de coordination régionale et les différents niveaux d'intégration entre les économies restent des défis à relever pour la mise en place de swaps à grande échelle.

Qu'attendre pour la Tunisie ?

Jusqu'à présent, notre analyse a mis en lumière les avantages et inconvénients potentiels des Bilateral Currency Swaps : stabilisation de la monnaie, augmentation des échanges commerciaux avec le pays partenaire, et réduction de la dépendance vis-à-vis des institutions financières traditionnelles comme le FMI. Les BCS pourraient représenter une alternative dans une stratégie plus large pour renforcer la souveraineté économique tunisienne, confrontée à une crise économique multiforme et à des négociations difficiles avec le Fonds monétaire international, et aux pressions des bailleurs de fonds.

Cependant, les pays africains ayant déjà bénéficié de BCS chinois, comme l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Nigéria et le Maroc, partagent des caractéristiques communes : une richesse en ressources naturelles, une position géostratégique clé, et des économies relativement diversifiées, qui rendent ces pays suffisamment attrayants et influents pour être considéré comme un partenaire prioritaire par une puissance mondiale comme la Chine, notamment pour l'octroi d'outils financiers majeurs comme les Bilateral Currency Swaps (BCS). En revanche, la Tunisie, bien que dotée d'une position géographique stratégique à la croisée de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient, ne dispose pas d'une masse critique économique comparable. Son économie, marquée par une dépendance aux importations essentielles comme le pétrole et les produits alimentaires de base, une industrie peu diversifiée et une dépendance forte aux marchés européens, ne présente pas le même attrait pour la Chine. À la lumière de l'analyse approfondie des expériences africaines avec les Bilateral Currency Swaps (BCS) chinois, nous proposons d'examiner ici de manière critique les atouts et les contraintes structurelles spécifiques à la Tunisie. Alors que la Tunisie se détourne du FMI et manifeste un scepticisme accru envers ses partenaires occidentaux traditionnels, nous analyserons les facteurs structurels qui pourraient favoriser ou limiter le renforcement de sa coopération avec la Chine, dans l'objectif de dégager les perspectives stratégiques d'un déploiement efficace des mécanismes BCS pour la résilience économique nationale.

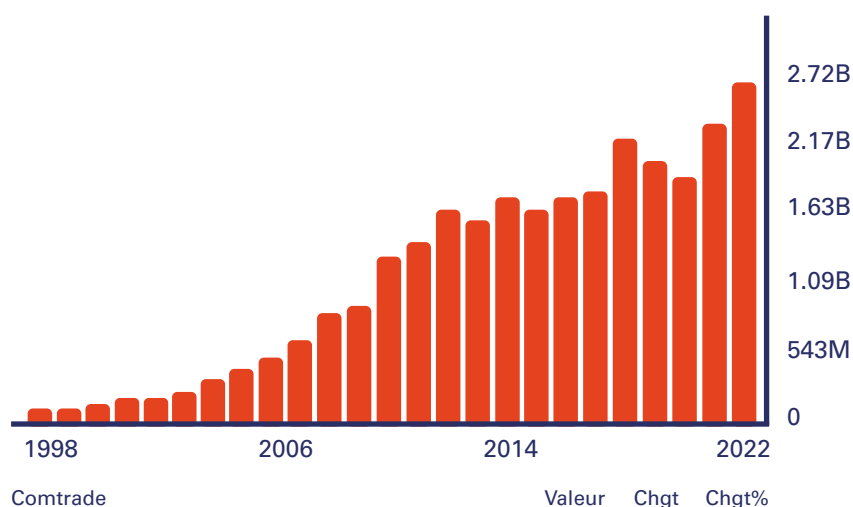
■ État des relations sino-tunisiennes

Sur le plan diplomatique, les relations sino-tunisiennes n'ont cessé d'évoluer³². Initialement tendues sous la présidence d'Habib Bourguiba en raison de sa position anti-communiste et pro-occidentale, les relations ont commencé à s'améliorer avec l'établissement de liens commerciaux en 1958, suivi par la signature du Comité conjoint sino-tunisien pour la coopération économique, commerciale et technologique en 1983. Sous le régime de Zine el-Abidine Ben Ali, ces relations sont devenues plus stables, marquées par des visites officielles de haut niveau malgré des divergences idéologiques. Après la révolution de 2011, la Chine a adopté une approche pru-

32 Kapitalis, webmaster. « Présence de la Chine en Tunisie : jusqu'où va-t-elle et où va-t-elle ? » Kapitalis, 8 avril 2024, <https://kapitalis.com/tunisie/2024/04/08/presence-de-la-chine-en-tunisie-jusquou-va-t-elle-et-ou-va-t-elle/>.

dente mais favorable envers la transition politique et économique de la Tunisie, mettant en avant le respect mutuel et la non-ingérence. Cette nouvelle dynamique, accentuée par l'élection de Kaïs Saïed en 2019, qui a coïncidé avec un sentiment de scepticisme accru envers les partenaires occidentaux traditionnels et une quête d'autonomie plus prononcée a certainement renforcé son importance aux yeux de Pékin, bien que leur relation reste relativement modeste dans son ampleur. Elles demeurent désormais cordiales et bien entretenues.

Figure 1 : évolution des Importations Tunisiennes depuis la Chine de 1991 à 2022



Source : Trading Economics, Données 2024. 1991-2022 Historiques.
<https://tradingeconomics.com/tunisia/imports/china>

Sur le plan commercial, l'économie tunisienne demeure marquée par une forte dépendance envers la France et l'Union européenne, et des relations façonnées par ses échanges commerciaux persistants avec les intérêts coloniaux historiques. Cette dynamique continue d'exercer une influence notable sur les plans politique, économique, sécuritaire et culturel du pays. Mais si le marché européen demeure le marché principal d'exportation et d'importation tunisien, la Chine est devenue néanmoins un partenaire commercial important pour la Tunisie, qui ne cesse de concurrencer l'UE. Depuis 1958, la Chine et la Tunisie ont signé de nombreux accords commerciaux, soutenus par des mécanismes tels que le Forum de coopération sino-tunisien et le Forum tuniso-chinois pour l'investissement et le commerce. Ces initiatives ont favorisé l'établissement de projets infrastructurels, notamment la construction d'autoroutes et de ports et les relations commerciales entre les deux pays n'ont cessé de croître. Malgré ces efforts, les échanges commerciaux entre la Tunisie et la Chine restent limités et déséquilibrés. Comparés à d'autres pays africains. En 2022, la balance commerciale de la Tunisie affichait un déficit important vis-à-vis de la Chine, avec seulement 42,874 millions de dollars d'exportations tunisiennes contre un volume total d'importations en provenance de Chine atteignant 2,792 milliards de dollars. Ces importations repré-

sentaient 10,47 % du total des importations tunisiennes, faisant de la Chine le deuxième fournisseur principal du pays³³ après l'Italie, et devançant de peu la France.

Par contre, la nature des échanges entre la Tunisie et la Chine reflète une asymétrie marquée. La Tunisie importe majoritairement des produits manufacturés, des équipements électroniques et des textiles en provenance de Chine. En revanche, ses exportations vers la Chine se limitent essentiellement à des matières premières comme les phosphates et quelques produits agricoles. Alors que ses exportations vers l'Europe, constituaient jusqu'en 2018, avant l'accès à la BRI, 77% de son total des exportations, Cette dynamique reflète une dépendance structurelle à l'UE façonnées par les accords d'Associations, signées depuis les années 90, qui ont bloqué le modèle d'échanges commerciaux basés sur l'importation des produits à forte valeur ajoutée, tandis que ses exportations restent concentrées sur des produits peu transformés.

Figure 2 : Tableau de comparaison du commerce Chinois, Tunisien et Européen de 2014 à 2018

(En milliards de dollars \$, sauf indication contraire)	2014	2015	2016	2017	2018
Importations en provenance de Chine	1.24	1.24	1.30	1.30	1.40
Importations totales	38.07	30.88	29.86	32.43	34.66
Importations en provenance de Chine par rapport au total (en %)	3.25	4.01	4.34	4.09	4.08
Importations en provenance de l'UE	n/d	n/d	13.33	14.00	14.50*
Importations en provenance de l'UE par rapport au total (en %)	n/d	n/d	44.66	43.17	41.83*
Exportations vers la Chine	0.21	0.18	0.14	0.20	0.19
Exportations totales	16.63	14.36	13.95	14.68	16.38
Exportations vers la Chine par rapport au total (en %)	1.27	1.31	0.99	1.35	1.19
Exportations vers l'UE	n/d	n/d	12.89	13.22	12.63*
Exportations vers l'UE par rapport au total (en %)	n/d	n/d	92.4	90.07	77.1*

Les chiffres du commerce européen ne comprennent que les biens et ne tiennent pas compte du commerce des services.

Source : Zoubir, Yahia H. Expanding Sino-Maghreb Relations. (L'expansion des Relations de la Chine avec les pays du Maghreb) Middle East and North Africa Programme. February 2020.
<https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/CHHJ7839-SinoMaghreb-Relations-WEB.pdf>

33 WITS, Tunisia trade balance, exports, imports by country 2022 | WITS Data. <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/-TUN/Year/2022/TradeFlow/EXPIMP/Partner/by-country#>. Consulté le 11 mars 2025.

Figure 3 : Investissement Direct étranger chinois en Tunisie et au Maroc (\$, million)

	La Tunisie	Le Maroc
2003	1,56	4,31
2004	1,28	9,06
2005	2,15	20,59
2006	3,91	27,01
2007	3,57	29,65
2008	3,57	28,06
2009	2,27	48,78
2010	2,53	55,85
2011	6,29	89,48
2012	5,69	95,22
2013	13,86	102,96
2014	14,56	114,44
2015	20,84	156,29
2016	16,3	162,7
2017	15,08	318,21

Source : Zoubir, Yahia H. Expansion des relations sino-maghrébines (L'expansion des Relations de la Chine avec les pays du Maghreb). Programme Moyen-Orient et Afrique du Nord. Février 2020. <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/CHHJ7839-SinoMaghreb-Relations-WEB.pdf> - Calculé grâce aux données du CARI (China Africa Research Initiative), l'Université Johns Hopkins (s.d.), «Chinese FDI Flows to African Countries» (Flux d'IDE chinois en Afrique), http://www.sais-cari.org/s/FDIData_04Mar2019.xlsx.

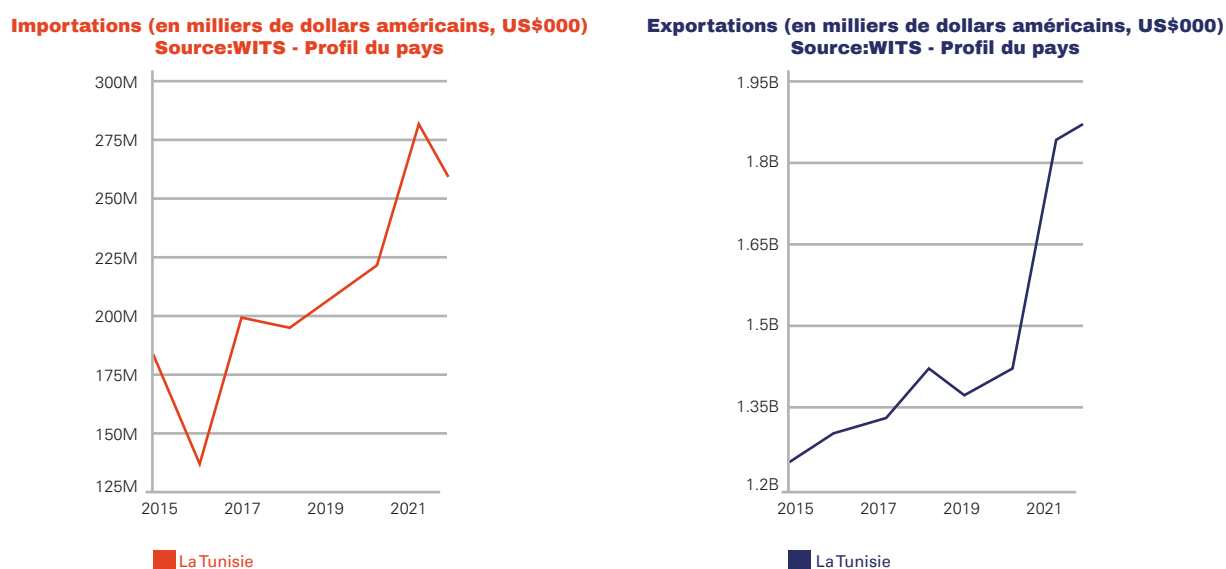
Depuis 2018, la Tunisie a renforcé sa collaboration en rejoignant l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI) et la Banque asiatique d'investissement, en signant des accords visant à attirer les investissements chinois, notamment dans les infrastructures. Comme le montre les graphiques (de la figure 4), on observe une certaine augmentation des échanges commerciaux entre la Chine et la Tunisie depuis cette date. Mais malgré ces ambitions, plusieurs projets, comme la création de zones franches, peinent à aboutir. Par ailleurs, le développement touristique chinois, bien qu'en croissance grâce à la suppression des visas depuis 2017³⁴, reste limité sans vols directs entre les deux pays.

34 Observatoire Français des Routes de la Soie. « Chine en Tunisie, genèse d'une coopération ambitieuse », 21 janvier 2024, <https://observatoirefrns.com/2024/01/21/tunisie-chine-la-genese-une-cooperation-ambitieuse/>.

Les Projets binationaux existants dans le cadre de la BRI

S'ajoute à cela les accords conclus dans le cadre de la BRI lors du sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) à Pékin en septembre 2018 par la délégation tunisienne avec la Chine portant sur divers projets stratégiques. Un autre projet majeur concerne la construction d'une ligne ferroviaire reliant Médenine, une région riche en ressources minérales, à Gabès, cœur des industries pétrochimiques et de transformation de phosphates, et à Zarzis. Cette ligne vise à faciliter le transport des matières premières et des produits manufacturés, tout en stimulant le développement économique des régions concernées. Un projet néanmoins ralenti par les difficultés financières et politiques de la Tunisie. En parallèle, la Chine soutient l'établissement d'une usine de production automobile par SAIC Motor Corporation Ltd, une entreprise publique chinoise. Cette usine, destinée à fabriquer et exporter des véhicules vers les pays méditerranéens et africains, s'inscrit dans la stratégie chinoise de renforcement de son empreinte industrielle en Afrique³⁵. Enfin, le potentiel solaire de la Tunisie demeure un point d'intérêt secondaire mais notable. Effectivement, la Tunisie a également sollicité l'expertise chinoise pour le développement d'une centrale solaire, dans un contexte où le pays dispose d'un potentiel inexploité considérable dans ce domaine. Elle prévoit de déployer au moins 835 mégawatts de centrales solaires d'ici 2030, démontrant ainsi une volonté de diversifier ses sources d'énergie et de renforcer sa capacité en énergies renouvelables.

Figure 4 : Évolution des échanges commerciaux Chine-Tunisie de 2015 à 2022 (\$, million)



Source : China Product Imports from Tunisia US\$000 (Importations chinoises de produits tunisiens en milliers de dollars américains [US\$000]). 2015-2022 | Données WITS. <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/CHN/StartYear/2015/EndYear/2022/TradeFlow/Import/Indicator/MPRT-TRD-VL/Partner/TUN/Product/Total#>.

35 Zoubir, Yahia H. Expanding Sino-Maghreb Relations. Middle East and North Africa Programme. February 2020. <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/CHHJ7839-SinoMaghreb-Relations-WEB.pdf>

■ Les avantages Tunisiens, une valeur géopolitique stratégique

La Tunisie, comme le Maroc, l'Afrique du sud, l'Égypte et le Nigeria, possède un avantage primordial pour la conclusion d'un accord de swaps, par rapport à d'autres pays africains. Ces pays ont des monnaies souveraines. Cette flexibilité les distingue des pays de la zone UEMOA (Franc CFA) où la rigidité des unions monétaires est un frein majeur aux accords de swaps.

De la même manière que la Chine s'intéresse aux minerais stratégiques tels que le phosphate de calcium au Maroc, et d'autres minerais stratégiques (cuivre, zinc pour le Maroc, manganèse, or, et titane pour l'Afrique du sud) vitaux. Pour la Chine, le secteur du phosphate en Tunisie est un potentiel de coopération prometteur. Des entreprises chinoises sont intéressées par l'exploitation du gisement de Sra Ouertane, transformant potentiellement la Tunisie en un pôle régional majeur pour cette matière première essentielle à la Chine (engrais).

Outre cette base monétaire, commerciale, la Tunisie, comme le Maroc, et l'Égypte³⁶ possède une valeur géopolitique importante aux yeux de la Chine en raison de sa position de carrefour en Afrique, de son rôle dans le monde arabo-musulman et de sa proximité avec l'Europe³⁷. Son inclusion dans la Belt and Road Initiative (BRI) renforce cette attractivité, car la Chine voit en elle un point d'ancrage stratégique pour intégrer les pays du Maghreb dans la branche maritime de la BRI. Notamment le port de Bizerte, situé à la croisée du réseau de câbles sous-marins en fibre optique, est un atout majeur pour la Chine, qui cherche à renforcer ses infrastructures logistiques en Méditerranée³⁸.

Similairement à l'Afrique du Sud, et son opposition historique au FMI et a activement cherché à le contourner en se tournant vers les mécanismes des BRICS la Tunisie cherche activement à préserver son autonomie politique et sa souveraineté économique. Elle a rejeté l'accord de prêt du FMI de 2023 en raison de ses conditions d'austérité impopulaires alors que L'Égypte et le Maroc ont utilisé les BCS comme un complément ou un soutien aux financements traditionnels du FMI.

Pour la Tunisie le renforcement de la coopération avec la Chine offre une diversification géopolitique et financière cruciale à un moment où les relations avec l'Occident sont tendue d'autant plus que la Tunisie soutient la vision de la Chine d'un « ordre mondial multipolaire ». Ce soutien diplomatique renforce la position de la Tunisie dans les forums régionaux (Forum Chine-États arabes, FOCAC) D'un autre côté la Tunisie fait face à d'importants défis économiques, caractérisés par une dette publique élevée (atteignant 83 % du PIB en 2024) et une croissance stagnante à un niveau très bas (1,4 % en 2024), couplée à une inflation de 7,0 % en 2024, rendant l'option des Bilateral

36 L'Égypte avec le Canal de Suez et le Maroc avec le Détroit de Gibraltar possèdent également des emplacements stratégiques cruciaux pour les chaînes d'approvisionnement chinoises.

37 Chaziza, Mordechai. « China's Friendly Cooperative Relations with Tunisia in the Age of the New Silk Road Initiative ». Journal of Balkan and Near Eastern Studies, vol. 23, no 2, mars 2021, p. 30120. Taylor and Francis+NEJM, <https://doi.org/10.1080/19448953.2021.1872013>.

38 Ghanmi, L. (2018), 'Tunisia joins China's Belt and Road Initiative as it seeks to diversify trade, investment', The Arab Weekly, 9 September 2018, <https://theArabweekly.com/tunisia-joins-chinas-belt-and-road-initiative-it-seeks-diversify-trade-investment>

Currency Swaps (BCS) non pas un luxe, mais une nécessité stratégique pour l'équilibre financier du pays.

■ Les obstacles persistants, mais non insurmontables

Malgré les avantages potentiels, plusieurs obstacles peuvent expliquer la non conclusion d'un Bilatéral Currency Swap (BCS) entre la Tunisie et la Chine. Tout d'abord, les échanges commerciaux entre les deux pays restent modestes (environ 1,5 milliard de dollars en 2022), ce qui réduit l'efficacité d'un tel accord, d'autant que le yuan ne serait pas largement utilisé dans les transactions tunisiennes. De plus l'endettement extérieur demeure largement en dollars et en euros, une vulnérabilité partagée dans l'ensemble du continent : La nécessité d'avoir des devises fortes pour le remboursement de la dette internationale et l'importation de biens essentiels dans ces monnaies fortes limite la portée du recours à des swaps en Yuan. Ensuite, l'instabilité politique et économique de la Tunisie, marquée par des tensions sociales, pourrait dissuader la Chine de s'engager, craignant des risques de défaut ou des difficultés de mise en œuvre. De plus, la Tunisie fait face à une concurrence africaine régionale : des pays comme le Nigéria ou le Maroc, riches en ressources naturelles et dotés de marchés plus vastes, sont des partenaires plus attractifs pour Pékin. Les atouts (phosphate/position) dont la Tunisie bénéficie sont similaires au Maroc ou à l'Égypte, mais la Tunisie ne dispose pas de la même masse critique économique ou de ressources stratégiques d'envergure comparable au pétrole du Nigéria, ou la base industrielle de l'Afrique du Sud. Enfin, la dépendance historique de la Tunisie à l'égard de l'Union européenne, malgré que les données montrent une croissance des échanges avec la Chine (Figure 4), mais en contexte, le volume reste insuffisant pour motiver la Chine à accorder un BCS majeur. Cette faiblesse structurelle, couplée à l'instabilité politique et à la concurrence régionale, fait que la Tunisie n'est pas encore une priorité pour la Chine, et qu'un éventuel BCS ne pourrait pas, à lui seul, résoudre les causes profondes de la dépendance économique tunisienne. De surcroît Comme l'a montré l'expérience du Nigéria, un déficit commercial important, où le pays africain importe principalement des produits manufacturés de Chine, peut annuler les bénéfices d'un swap en exerçant une pression constante à la baisse sur la monnaie locale. Pour la Tunisie, l'absence de diversification et de transformation des produits d'exportation signifie que le déficit commercial est enraciné et ne sera pas corrigé par un simple outil de liquidité.

Dans l'optique où la Tunisie se verrait signer un Bilatéral Currency Swap (BCS), les négociations des accords de swap doivent être des accords qui viendraient compléter une vision de coopération plus large équilibrées et alignées sur les intérêts nationaux, ceux de la diversification de sa base industrielle, de la diversification de ses partenaires stratégiques et du renforcement de sa résilience, une stratégie qui permettrait à la Tunisie de maximiser les bénéfices des BCS tout en renforçant sa souveraineté économique.

■ Vers une économie tunisienne résiliente : diversification industrielle, technologie, capital humain et partenariats stratégiques

Les pays africains, et la Tunisie en particulier, se trouvent à un carrefour crucial de leur évolution économique, offrant une opportunité unique de tirer parti des récents changements géopolitiques mondiaux pour une croissance transformatrice. Pour briser efficacement les cycles de dépendance qui ont historiquement entravé leur développement, il est essentiel que la Tunisie adopte une approche multidimensionnelle englobant la diversification économique, l'investissement dans le capital humain, la technologie et la cultivation de partenariats stratégiques.

Premièrement, la diversification économique est cruciale. La Tunisie doit dépasser sa dépendance traditionnelle à l'égard de secteurs tels que l'agriculture vouée à l'exportation et non à l'autosuffisance, et le tourisme, qui, bien que significatifs pour les entrées en devises, ces secteurs exposent souvent l'économie à des chocs externes, et ne permettent pas une montée dans la chaîne des valeurs mondiales. En investissant dans des industries émergentes telles que la fabrication des énergies renouvelables, la technologie de pointe orientée vers la résilience climatique et agricole, la Tunisie peut créer un cadre économique plus résilient. Des secteurs de spécialisation industrielle axés sur les besoins stratégiques du pays telles que la médecine, et des clusters d'innovations pour l'adaptation aux changements climatiques, l'architecture durable, du recyclage, Enfin, l'adoption de la transformation numérique est essentielle pour que la Tunisie se positionne en tant que leader sur le continent africain. En investissant dans l'infrastructure numérique et en promouvant l'entrepreneuriat dans le secteur technologique, la Tunisie peut exploiter l'économie numérique croissante, qui a le potentiel de stimuler une croissance économique et une innovation significative.

Ce changement de modèle de croissance et de développement réduit non seulement la vulnérabilité aux fluctuations du marché mondial, mais favorise également la création d'emplois, pour les jeunes diplômés, renforçant la résilience, réduit les vulnérabilités, et autonomisent aussi les communautés locales.

L'autre chantier indispensable est le développement des compétences par l'éducation. La jeunesse tunisienne représente un avantage démographique significatif, mais de nombreux jeunes sont confrontés à des difficultés d'accès à une éducation de qualité et à des opportunités d'emploi. En priorisant les réformes éducatives alignées sur les besoins du pays et en promouvant les programmes de formation professionnelle, qui répondent aux objectifs stratégiques du pays, et non pas aux marchés européens, la Tunisie peut maximiser son potentiel humain. L'autre chantier indispensable est le développement des compétences par l'éducation. La jeunesse tunisienne représente un avantage démographique significatif, mais de nombreux jeunes sont confrontés à des difficultés d'accès à une éducation de qualité

et à des opportunités d'emploi. En priorisant les réformes éducatives alignées sur les besoins du pays et en promouvant les programmes de formation professionnelle, qui répondent aux objectifs stratégiques du pays, et non pas aux marchés européens, la Tunisie peut doter sa main-d'œuvre des compétences nécessaires pour prospérer dans une économie mondiale en évolution rapide, et pour apporter des réponses aux besoins de sa population. Cet investissement dans les ressources humaines, les technologies, et les industries à haute valeur ajoutée, stimule non seulement le potentiel individuel, mais aussi la productivité et la compétitivité nationales.

C'est dans cette optique que la Tunisie peut tirer parti de partenariats stratégiques avec la chine. A condition de faciliter le transfert de technologie et le partage de connaissances, améliorant ainsi la trajectoire de croissance de la Tunisie. S'engager dans des accords commerciaux régionaux africains peut également réduire la dépendance aux marchés extérieurs, favorisant une économie plus autosuffisante. Et permet d'atteindre cette masse critique qui fait défaut.

En conclusion, en tirant parti stratégiquement des changements mondiaux actuels, la Tunisie a le potentiel de se libérer des cycles de dépendance. Grâce à la diversification économique, à l'investissement dans l'éducation, aux partenariats stratégiques et à l'adoption de la transformation numérique, la Tunisie peut ouvrir la voie à un avenir durable et prospère, établissant ainsi un précédent à suivre pour les autres nations africaines.

CONCLUSION

Les Bilateral Currency Swaps (BCS) sont devenus une composante essentielle du filet de sécurité financier mondial, offrant une protection supplémentaire contre la volatilité monétaire internationale. Alors que les accords de swap demeurent largement concentrés entre les grandes banques centrales du Nord, créant un accès asymétrique aux mécanismes de liquidité internationale, la Chine a progressivement élargi son propre réseau de swaps à plusieurs pays du Sud. Dans ce contexte, certains pays africains ont su tirer parti de cette ouverture pour renforcer leurs relations commerciales et financières avec Pékin. Parmi ces relations, les accords de swap constituent un outil parmi d'autres de valorisation et de diversification financière. En offrant une alternative aux conditionnalités strictes du FMI, ils incitent les institutions traditionnelles à revoir leurs approches et à proposer des financements plus flexibles et adaptés aux besoins des pays africains. Cette concurrence bénéfique renforce le pouvoir de négociation des États africains et favorise une coopération internationale plus équilibrée.

En Afrique, les BCS ont déjà montré leur potentiel dans des pays comme l'Égypte, le Nigéria et le Maroc, où ils ont permis de réduire la pression sur les réserves de change et de renforcer les relations commerciales avec la Chine. Pour la Tunisie, cependant, plusieurs contraintes structurelles persistent : un volume d'échanges encore limité avec la Chine, une instabilité politique relative, et une concurrence régionale importante. Ces défis ne peuvent être surmontés que dans une stratégie plus large que nous avons abordé dans la section sur la résilience économique tunisienne, où la diversification sectorielle, l'investissement dans le capital humain et le développement de partenariats stratégiques apparaissent comme des priorités. Dans ce cadre, un BCS chinois complétant des financements de plus long termes pourrait constituer une opportunité stratégique pour diversifier les partenariats financiers, réduire la dépendance vis-à-vis des institutions occidentales et accompagner la Tunisie dans sa trajectoire de transformation économique.

Cependant, ces accords comportent des risques inhérents, souvent débattus parmi les experts. En plus du risque de contagion des perturbations entre les devises liées, certains affirment que les swaps peuvent perpétuer des dynamiques économiques inégales. Afin de ne pas plonger dans un autre système de dépendance, il s'agit de conserver une approche « multi-angulaire », cherchant en ce sens à entretenir des relations avec une multitude d'acteurs afin de préserver leur autonomie. Plus que pour trouver des sources de financement afin d'échapper aux situations d'urgence, il s'agit de développer une variété d'entrée financière pour poursuivre des stratégies de développement autonome. Ces stratégies doivent être centrées sur leurs besoins d'industrialisation et de renforcement de leur souveraineté alimentaire et énergétique. En combinant ces efforts, les pays africains, dont la Tunisie pourrait construire une défense financière plus robuste, tout en préservant leur souveraineté économique face aux pressions des bailleurs internationaux.

Bibliographie:

Agency, Ecofin. « Morocco and China Sign \$1.54bn Currency Swap Agreement ». Ecofin Agency, <https://www.ecofinagency.com/finance/1305-34377-morocco-and-china-sign-1-54bn-currency-swap-agreement>. Consulté le 17 octobre 2024.

Asante, Richard, et Emmanuel Debrah. China and Africa Relations: Making Their Lunch or Eating It? 2017.

Bourgeon, Pauline, et Jérôme Sgard. « Les swaps de devises entre banques centrales: une méthode nouvelle de régulation du système monétaire international ». Les Dossiers du CERI, décembre 2012, p. 1-9.

Chafik, Omar, et Ali Bendob. Bilateral Currency Swaps (BCS): Global situation and relevancy among Arab countries. août 2024.

Chaker, Samira. « Impacts sociaux de l'ajustement structurel: cas de la Tunisie ». Nouvelles pratiques sociales, vol. 10, no 1, janvier 2008, p. 151-62. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.7202/301393ar>.

Chaziza, Mordechai. « China's Friendly Cooperative Relations with Tunisia in the Age of the New Silk Road Initiative ». Journal of Balkan and Near Eastern Studies, vol. 23, no 2, mars 2021, p. 301-20. Taylor and Francis+NEJM, <https://doi.org/10.1080/19448953.2021.1872013>.

« China signs 3-yr 18 bln yuan bilateral currency swap with Egypt ». Reuters, 6 décembre 2016. [www.reuters.com, https://www.reuters.com/article/business/finance/china-signs-3-yr-18-bl-yuan-bilateral-currency-swap-with-egypt-idUSKBN13V0ZC/](https://www.reuters.com/article/business/finance/china-signs-3-yr-18-bl-yuan-bilateral-currency-swap-with-egypt-idUSKBN13V0ZC/).

China's Bilateral Currency Swap Agreements. <https://doi.org/10.1177/0009445515627210>. Consulté le 25 septembre 2024.

China-Tunisia Strategic Partnership: Why Now? <https://epc.ae/en/details/featured/china-tunisia-strategic-partnership-why-now->. Consulté le 27 septembre 2024.

Des investissements chinois de 80 milliards de dollars pour le pétrole nigérian. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/01/des-investissements-chinois-de-80-milliards-de-dollars-pour-le-petrole-nigerian_4962178_3212.html. Consulté le 24 octobre 2024.

Egypt, China sign currency swap deal worth 2.62 bln USD. https://english.www.gov.cn/news/international_exchanges/2016/12/07/content_281475510022956.htm. Consulté le 17 octobre 2024.

Egypt_Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/gj-hdq_665435/2913_665441/2813_663616/. Consulté le 17 octobre 2024.

« Electrical Machinery and Electronics (HS: 85) Product Trade, Exporters and Importers ». The Observatory of Economic Complexity, <https://oec.world/en/profile/hs/electrical-machinery-and-electronics>. Consulté le 14 novembre 2024.

Emmanuel, Obiah Mmadubuike. Nigeria-China Swapization and the Sinking Nigerian Currency. 2021.

« En Égypte, le président chinois Xi Jinping signe pour 15 milliards de dollars de contrats - Jeune Afrique.com ». JeuneAfrique.com, <https://www.jeuneafrique.com/295826/economie-entreprises/egypte-president-chinois-xi-jinping-signe-15-milliards-de-dollars-de-contrats/>. Consulté le 17 octobre 2024.

Horesh, Niv. « China and Morocco: Improbable Partners? » Janus.Net, 2023, p. 289-294. [researchdirect.westernsydney.edu.au, https://doi.org/10.26619/1647-7251.14.1.02](https://doi.org/10.26619/1647-7251.14.1.02).

Horn, Sebastian, et al. China as an International Lender of Last Resort. National Bureau of Economic Research, 2023

<https://www.facebook.com/ObsTunEco>. « L'OTE propose des alternatives au financement du FMI (1/3) ». Observatoire Tunisien de l'Economie, <https://www.facebook.com/ObsTunEco>, 27 février 2023, <https://www.economie-tunisie.org/fr/lote-propose-des-alternatives-au-financement-du-fmi-1-3>

Hussein, Salma, et al. « Egypt's Successive Economic Crises: The IMF's Impact and Pathways to Just Monetary, Food, and Social Policies ». Arab Reform Initiative, avril 2024. www.arab-reform.net, <https://www.arab-reform.net/publication/egypts-successive-economic-crises-the-imfs-impact-and-pathways-to-just-monetary-food-and-social-policies/>

kapitalis, webmaster. « Présence de la Chine en Tunisie: jusqu'où va-t-elle et où va-t-elle? » Kapitalis, 8 avril 2024, <https://kapitalis.com/tunisie/2024/04/08/presence-de-la-chine-en-tunisie-jusquou-va-t-elle-et-ou-va-t-elle/>

La construction de la « plus haute tour d'Afrique » lancée au Maroc | Africanews. <https://fr.africanews.com/2018/11/02/la-construction-de-la-plus-haute-tour-d-afrique-lancee-au-maroc/>. Consulté le 24 octobre 2024.

La croissance de l'influence chinoise en Égypte: signes et conséquences | The Washington Institute. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/growth-chinese-influence-egypt-signs-and-consequences>. Consulté le 17 octobre 2024.

« L'Égypte peut-elle jouer un rôle dans l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne? » Middle East Eye édition française, <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/egypte-approvisionnement-energetique-union-europeenne-gaz>. Consulté le 17 octobre 2024.

« Les services du FMI concluent les discussions relatives aux consultations de 2016 au titre de l'article IV et à la première revue de l'accord au titre de la ligne de précaution et de liquidité avec le Maroc ». IMF, <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2016/12/01/PR16533-Morocco-IMF-Staff-Completes-2016-Article-IV-Consultation-First-Review-of-PLL>. Consulté le 24 octobre 2024

- Macaire, Camille. « Comment la Chine internationalise sa monnaie ». *L'Économie politique*, vol. 102, no 2, mai 2024, p. 8-18
- Morocco and China Sign Joint Belt and Road Implementation Plan | Ministry of Foreign Affairs, African Cooperation and Moroccan Expatriates. <https://diplomatie.ma/en/morocco-and-china-sign-joint-belt-and-road-implementation-plan>. Consulté le 24 octobre 2024
- Morocco: China's Gateway to Africa? <https://thedi diplomat.com/2017/03/morocco-chinas-gateway-to-africa/>. Consulté le 17 octobre 2024.
- Moses-Ashike, Hope. « Nigeria-China currency swap fails to stabilise naira 5 years after ». *Businessday NG*, 12 avril 2023, <https://businessday.ng/business-economy/article/nigeria-china-currency-swap-fails-to-stabilise-naira-5-years-after/>
- Murau, Steffen, et al. « International Monetary Hierarchy through Emergency US-Dollar Liquidity: A Key Currency Approach ». *Competition & Change*, vol. 27, no 3-4, juillet 2023, p. 495-515. *SAGE Journals*, <https://doi.org/10.1177/10245294221118661>.
- « Nigeria Faces Prospects of Fragile Economic Recovery in 2017 ». *World Bank*, <https://www.worldbank.org/en/news-press-release/2017/05/19/nigeria-faces-prospects-of-fragile-economic-recovery-in-2017>. Consulté le 18 octobre 2024
- Omoruyi, Ehizuelen Michael Mitchell. « Examining the Importance of the Sino-Africa Swap Formula in Creating Backward and Forward Linkages ». *Asian Journal of Comparative Politics*, vol. 7, no 3, septembre 2022, p. 576-608. *SAGE Journals*, <https://doi.org/10.1177/2057891120938150>
- Ph.D., Department of Accountancy/ Business Administration/Banking and Finance, Alex Ekwueme Federal University, Ndufu Alike Ikwo, Ebonyi State, Nigeria., et al. « 1880 Retrieval Number: F7603038620/2020©BEIESP DOI:10.35940/I-jrte.F7603.038620 Journal Website: Wwww.Ijrte.Org Published By: Blue Eyes Intelligence Engineering & Sciences Publication Nigeria and China Bilateral Currency Swap: Perceived Economic Implications and Prospects »: *International Journal of Recent Technology and Engineering (IJRTE)*, vol. 8, no 6, mars 2020, p. 1880-91. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.35940/ijrte.F7603.038620>.
- Press, Associated. « Egypt Devalues Currency by 48% to Meet IMF Demands for \$12bn Loan ». *The Guardian*, 3 novembre 2016. *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2016/nov/03/egypt-devalues-currency-meet-imf-demands-loan>.
- « Primary Energy Consumption by Country 2023 ». *Statista*, <https://www.statista.com/statistics/263455/primary-energy-consumption-of-selected-countries/>. Consulté le 21 octobre 2024.
- Report, Agency. « China, Nigeria Seal Currency Swap Deal ». *Punch Newspapers*, 3 mai 2018, <https://punchng.com/china-nigeria-seal-currency-swap-deal/>
- Rouine, Chafik Ben. Conclusion et suite Bibliographie.
- Rudin, Jeff. « L'Afrique du Sud ou la dette de l'Apartheid ». *CADTM*, 30 novembre 2001, <https://www.cadtm.org/L-Afrique-du-Sud-ou-la-dette-de-l>.
- Sallon, Hélène. « L'économie, talon d'Achille du président Sissi ». *Le Monde*, janvier 2018, p. 2.
- Sereni, Jean-Pierre. « Le saut dans le vide de l'économie égyptienne ». *Orient XXI*, 2 février 2017, <https://orientxxi.info/magazine/le-saut-dans-le-vid-e-de-l-economie-egyptienne,1692>.
- Song, Ke, et Le Xia. « Bilateral swap agreement and renminbi settlement in cross-border trade ». *Economic and Political Studies*, vol. 8, juillet 2020, p. 1-19. *ResearchGate*, <https://doi.org/10.1080/20954816.2020.1780818>
- Treaty for the Establishment of a BRICS Contingent Reserve Arrangement. <http://www.brics.utoronto.ca/docs/140715-treaty.html>. Consulté le 21 mars 2025
- « Tunisia Joins China's Belt and Road Initiative as It Seeks to Diversify Trade, Investment | Lamine Ghanmi ». *AW*, <https://thearabweekly.com/tunisia-joins-chinas-belt-and-road-initiative-it-seeks-diversify-trade-investment>. Consulté le 21 mars 2025
- webmanagercenter.com, et walid. « Budget 2025: Afreximbank, principal bailleur de la Tunisie face aux défis financiers ». *WMC*, 10 février 2025, <https://www.webmanagercenter.com/2025/02/10/540425/budget-2025-afreximbank-principal-bailleur-de-la-tunisie-face-aux-defis-financiers/>.
- Wintgens, Sophie. *La coopération Sud-Sud: le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine*. 2016, p. 157-73.
- Zhang, Liqing, et Kunyu Tao. « The Economics of RMB Internationalization ». *Asian Economic Papers*, vol. 15, no 1, 2016, p. 104-23
- Chafik, Omar, et Ali Ben Dob. *Bilateral Currency Swaps (BCS): Global Situation and Relevancy among Arab Countries*.



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

BUREAU AFRIQUE DU NORD

